

« Réfugiés » : la connivence MEDEF, FNSEA, banques, SORBONNE et ZEP

écrit par Beatrice Bontemps | 24 septembre 2015



MEDEF, FNSEA, banques : pas le genre qui se laisse gouverner par les émotions, et pourtant ils n'ont pas tardé à proclamer leur volonté de « venir en aide aux *réfugiés*» .

Eux qui d'habitude ont des oursins dans les poches sont prêts à cracher au bassinet pour ces pauvres hères qui fuient la guerre. Que c'est beau !

Pourquoi cette soudaine générosité ?

En lisant les communiqués de presse publiés pour annoncer la bonne nouvelle, on remarquera qu'ils envisagent des programmes :

- « de *formation et d'insertion*» (BNP Paribas)
- « *d'accompagnement professionnel, de formation et d'apprentissage*» (Air Liquide, Michelin, Sodexo et TOTAL),
- « *intégration, apprentissage* de la langue et des savoirs essentiels » (EDF),
- « *accompagnement à moyen terme, notamment en matière de*

formation et d'insertion professionnelle » (AXA).

Pierre GATTAZ, Président du MEDEF, déclare quant à lui :

*« Nous sommes en train de nous organiser au niveau du MEDEF avec des gens très concernés par ce sujet pour essayer de mettre en place des propositions ... sur une **intégration plus efficace de ces migrants.** »*

Enfin, dès le 25/08 sur Europe 1, Xavier BEULIN, Président de la FNSEA, déclarait que le secteur agro-alimentaire pouvait fournir **plusieurs milliers d'emplois aux réfugiés**, ajoutant que c'était d'ailleurs une « tradition » dans ce secteur (et de nous rappeler l'ère des saisonniers espagnols et portugais).

lère série de conclusions (on s'en doutait déjà, mais là on en a les preuves, ce qui est toujours mieux) :

- **les réfugiés (tout au moins la plupart) sont en fait des migrants économiques,**
- **ils viennent donc pour s'installer, pas pour se réfugier le temps de la guerre,**
- **le patronat des années 60-70 était avide de main d'œuvre bon marché, le patronat 2015 est avide de « diversité », le résultat est le même (chômage pour les Souchiens),**

Notons aussi que les grandes entreprises insistent sur **l'implication de leurs collaborateurs** dans ces « programmes d'aide aux réfugiés ». Je trouve cela particulièrement cynique :

Le 26/03/2015, Le Figaro Eco rapportait qu'il y avait en France **2 000 000 de jeunes (18-25 ans) sans diplôme, sans formation et sans emploi** (je doute qu'on ait résorbé le « stock » depuis cette date) et que par ailleurs 1 jeune sur 3 était « surqualifié » pour son emploi.

On sait aussi que chaque année, **des milliers de jeunes**

diplômés quittent la France, las des stages à 500 €/mois et/ou des emplois sous-qualifiés.

Par ailleurs, le blog Seniors en forme faisait état début septembre d'une augmentation alarmante des chômeurs de + de 50 ans (avec un record de +874% en 4 ans pour les + de 60 ans).

Quand, dans ces conditions, le patronat affiche sa volonté d'intégrer professionnellement les *réfugiés* tout en impliquant ses collaborateurs, il demande auxdits collaborateurs de contribuer à la formation de ceux qui vont :

- les remplacer à quelques années de la retraite (et vu la mentalité générale chez les patrons français, ils auront très peu de chance de retrouver un emploi, donc très peu de chance d'avoir une retraite complète qui leur permette de vivre décemment),
- priver leurs enfants (ou ceux de leurs voisins, amis, ...) d'une possibilité de formation ou d'emploi, les condamnant ainsi à l'exil ou à la misère.

2nde série de conclusions

- le patronat affiche sa préférence étrangère pour les futures embauches,
- en impliquant leurs collaborateurs, les patrons veulent les humilier, et les tester ; il est probable qu'à terme, seuls les « plus impliqués » survivront,

Mais que viennent faire la Sorbonne et les ZEP (Zones d'Éducation Prioritaire) avec le patronat et les banques, me direz vous ?

1 – **Paris 1 – Panthéon Sorbonne** accueille 100 étudiants réfugiés (voir l'article de Christine [ici](#))

et accepte le chèque du Qatar : 600 000 €/an pendant 3 ans, soit 6 000 €/an/étudiant ; et bien sûr ces étudiants réfugiés

auront droit en sus à toutes les allocations prévues par notre généreuse législation.

Cette année, combien de brillants bacheliers français (ou étrangers en situation régulière) ont vu leur rêve d'intégrer la Sorbonne s'écrouler, parce que le système inepte du tirage au sort en avait décidé autrement ?

Combien auront renoncé à demander la Sorbonne, sachant que leur famille ne pourrait pas assumer leurs frais de vie à Paris ?

2 – **les Zones d'Éducation Prioritaire** (on les trouve principalement dans les QSTD et QSD – quartiers sensibles très difficiles ou quartiers sensibles difficiles).

Voir à ce propos l'article publié sur POLEMIA par Claudine Meunier-Berthelot

[ici](#)

Elle explique en substance que dans la politique de BELKACEM ce qui est bien plus dangereux et plus pernicieux que les programmes, c'est le recrutement : d'un côté des dizaines de milliers de postes d'enseignants et d'animateurs, réservés en priorité aux « djeunes », sous qualifiés mais pas cher payés pour les écoles, collèges et lycées sans problème ; d'un autre côté, des recrutements en plus petit nombre, mais de qualité avec à la clé une formation sérieuse, une rémunération très correcte et un poste d'enseignant en ZEP où on a décidé de « mettre le paquet », c'est-à-dire de dispenser une solide instruction.

Conclusion ?

Patronat et Éducation Nationale ont décidé d'agir de façon coordonnée pour accélérer le Grand Remplacement.

Ces actions sont extrêmement agressives envers la population de souche :

Il s'agit maintenant de lui faire accepter que ce que le pays a de meilleur à offrir sera désormais réservé aux autres (le

Big Other de Jean Raspail) et de lui faire comprendre clairement que c'est désormais parmi ces autres que sera recrutée l'élite.

Il s'agit aussi de tester, de commencer à faire le tri entre les dissidents (à briser) et les volontaires pour la dhimmitude (ceux que l'on pourra continuer d'utiliser), de vérifier où en est la cuisson (vous savez, la grenouille plongée dans l'eau qui chauffe ...).

Décidément, on peut dire que cette « submersion migratoire » arrive à point nommé...

Béatrice Bontemps, responsable *Résistance républicaine* Ille etVilaine